



“ Se souvenir
est un devoir sacré ”

JUIN 2018

SOMMAIRE

- 2 Editorial
- 2 à 4 Vie de l'association
- 5 à 6 Nouvelles Brèves
- 7 à 9 La 4ème armée Française
- 10 à 11 Les troupes américaines
de couleur en France de
1917 à 1918
- 12 à 13 Le dernier combat de la
Grande Guerre 14-18
- 14 à 15 Les unités tchèques et
slovaques, les unités
polonaises sur le front de
Champagne
- 16 à 19 La vie dans les territoires
occupés



Jean-Loup Charmet

«La Victoire»



Le Général Xavier Gouraud,

*Président de l'Association du Souvenir aux Morts
des Armées de Champagne - Navarin,*

Le Colonel Norbert Méry,

*Président de la Fondation du Monument aux Morts
des Armées de Champagne et Ossuaire de Navarin,*

et les membres des conseils d'administration de l'ASMAC et de la Fondation vous invitent à assister à
la cérémonie du souvenir du Centenaire de l'Offensive du 26 septembre 1918 qui aura lieu :

Le dimanche 23 septembre 2018, devant le monument de NAVARIN.

09H30 : cérémonie officielle avec l'arrivée de la Flamme du Souvenir,

11H00 : messe célébrée devant le monument

12H45 : Cérémonie au Blanc Mont

ASSOCIATION DU SOUVENIR
AUX MORTS DES ARMÉES DE CHAMPAGNE-
NAVARIN

Siège social et correspondance :
4 rue des Condamines
78000 VERSAILLES



FONDATION DU MONUMENT AUX MORTS
DES ARMÉES DE CHAMPAGNE ET OSSUAIRE
DE NAVARIN

Siège social : 38 rue Boileau 75016 PARIS
Correspondance : 10 rue de l'Eglise –
51510 THIBIE

VIE DE L'ASSOCIATION

EDITORIAL « La Flamme »

Sur la tombe du Soldat Inconnu, **la Flamme** brûle perpétuellement. Le Général Bruno Dary, président de «la Flamme sous l'Arc de Triomphe», association qui a pour mission de veiller sur ce symbole de la nation, donne le sens de cette Flamme en deux mots : le **Souvenir** et l'**Engagement**.

Le **Souvenir** est celui du «sacrifice immense que l'armée française a consenti durant la Première Guerre mondiale pour défendre la France ... A ces morts, il faut ajouter tous ceux de la Seconde Guerre mondiale, ceux des guerres d'Indochine, d'Algérie et ceux des opérations extérieures... Et le prix de la victoire fut supporté par l'ensemble de la Nation française».

Et, à l'évocation de tous ces sacrifices, donnant sens au mot «**Engagement**», le Général Dary poursuit : «Vivre librement dans un pays en paix se mérite chaque jour... En venant honorer le «Soldat inconnu», nous nous engageons personnellement à servir notre pays, ne serait-ce qu'en faisant notre devoir d'État partout où nous nous trouverons. L'avenir de notre pays est à ce prix».

En cette année 2018, l'ASMAC a souhaité que la Flamme soit présente au centre des deux manifestations qu'elle propose pour commémorer 1918 : la cérémonie du 23 septembre à Navarin, et le «Relais de la Victoire» du 26 septembre au 11 novembre, du Front de Champagne à la Meuse.

Que tous ceux qui, à Navarin, verront la Flamme au centre de la cérémonie, que les milliers de Marnais et d'Ardennais qui recevront la Flamme dans leurs communes aient ce double réflexe :

- du **Souvenir** de ceux qui ont tout donné pour défendre et reconstruire la France,
- de l'**Engagement** pour qu'aujourd'hui, grâce à l'effort de chacun, notre pays vive dans la Paix et la Liberté et contribue à les proposer au monde.

Le Général (2S) Xavier GOURAUD

POINT SUR LA PREPARATION DU DEROULEMENT DU RELAIS DE LA VICTOIRE

Dans le bulletin NAVARIN de janvier 2018, l'ASMAC avait fait connaître la manière dont elle commémorerait le Centenaire de l'offensive finale du 26 septembre au 11 novembre 1918 de la **4^{ème} Armée** du Général Henri Gouraud : toutes les communes se trouvant dans la zone d'action de la **4^{ème} Armée** ont été invitées à accueillir la Flamme de l'Arc de Triomphe, celle-ci parcourant le secteur libéré allant de ville en village dans un « relais de la Victoire », au rythme de l'avance de 1918.

Sur les 208 maires des communes de la Marne et des Ardennes contactés, 92 (soit 48%) ont renvoyé leur bulletin de participation.

Les diverses autorités de la Marne et des Ardennes (Préfectures, Inspections académiques, Parlementaires...) et les associations œuvrant pour la mémoire combattante ont également été contactées, certaines ont fait connaître leur soutien actif à cette opération.

L'ASMAC a communiqué aux différents maires les noms des communes «en amont» libérées peu avant elles où ils sont susceptibles d'aller chercher la Flamme, sachant que les modalités d'organisation de perception de la Flamme et de la cérémonie commémorant la fin de l'occupation sont de la responsabilité de chaque commune.

Le Colonel (h) Jean-Daniel COUROT

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 14 AVRIL 2018 À MONTHOIS

1918 vit enfin les armées françaises sortir de l'immobilité des tranchées. En 2018, L'ASMAC a souhaité tenir son assemblée générale, dans ces Ardennes libérées après le 26 septembre 1918.

A notre demande, M. Vincent Fleury, maire de Monthois, a accepté de nous recevoir. Et, ce 14 avril, il nous accueille chaleureusement dans la salle des fêtes ; les maires de plusieurs communes voisines sont présents ou représentés (Autry, Bouconville, Contreuve, Juniville, Liry, Manré, Marvaux, Montcheutin, Olizy, Pauvres, Semide, Ste Marie, Savigny, Toges, Vouziers, ...); les maires ou représentants de Ste Marie à Py, St Hilaire le Grand, Massiges, Suippes, Souain, Sommepy sont fidèles au rendez-vous; le délégué général du Souvenir Français des Ardennes est venu; au total, nous sommes une cinquantaine.



Les participants à l'assemblée générale.

Le Général Xavier Gouraud évoque d'abord la mémoire de Monsieur Jean-Eric Prételat, décédé le 2 novembre 2017. Longtemps président de la Fondation du Monument de Navarin; il était le fils du Général Gaston Prételat, chef d'état-major du Général Henri Gouraud, en particulier pendant les batailles de 1918.

Compte rendu de l'année 2017 et budget 2018:

Georges Feydel, notre secrétaire, rend compte des événements de l'année. Le Périple des Monts de Champagne fut organisé, en avril et mai, par le Colonel (h) Jean-Daniel COUROT; guidés par des membres de l'ASMAC et de l'association Les Amis de Nauroy et de l'église de Beine, les élèves de 3 collèges de Châlons, Reims et Suippes ont découvert ce que fut l'offensive des Monts de Champagne en avril 1917, en visitant différents points du champ de bataille et les nécropoles qui honorent les héros de ces combats.

Notre cérémonie annuelle eut lieu le 17 septembre, avec un pèlerinage à la nécropole du Bois du Puits à Aubérive.

Georges Feydel présente les comptes de 2017, précisant que nous étions 383 adhérents le 1^{er} janvier 2018, soit 5 de moins que l'année précédente.

Comptes 2017				Comptes budget 2018			
Charges 2017		Produit 2017		Charges 2018		Produit 2018	
Secret.Frais déplacement	616 €	Cotisations	10469 €	Secret.Frais déplacement	2780 €	Cotisations	11000 €
Bulletins	6020 €			Bulletins	7000 €	Subv.DMPA	2000 €
Cér.NAVARIN	2330 €	Cér.NAVARIN	1905 €	Cér.NAVARIN	3600 €	Cér.NAVARIN	2200 €
Périp. Mont de Champagne	654 €			Communication	1000 €	Sub M Cent	800 €
Cotis + divers	1040 €	Divers	202 €	Don à Fondation	2000 €	Appel réserves	1330 €
				Cotis + divers	1150 €	Divers	200 €
<i>Total</i>	<i>10660 €</i>	<i>Total</i>	<i>12576 €</i>	<i>Total</i>	<i>17530 €</i>	<i>Total</i>	<i>17530 €</i>

NB : Pour le compte 2017, au total, un bénéfice de 1916 €. L'ASMAC ayant différé l'aide prévue à la Fondation, les réserves de l'ASMAC se montent à 26219 euros.

Les manifestations du centenaire ont considérablement affecté le budget 2018 pour lequel nous avons demandé des subventions.

L'Assemblée approuve à l'unanimité les comptes 2017 et le budget 2018.

Renouvellement du Conseil d'Administration.

Les mandats de H. MEHAULT, D. DATH, J-M. de GRAMMONT, J-R. EGON, E. GOURAUD, O. GOURAUD, P. JUPILLAT, N. MERY et O. PRETELAT sont renouvelés.

En outre, messieurs DAVENNE, adhérent des Ardennes, et DAVID, professeur d'histoire au collège de Suippes qui a préparé avec l'ASMAC le « Périple des Monts de Champagne », sont élus au CA.



Les autorités, minute de silence au Monument aux morts de Monthois

Année 2018.

L'ASMAC marquera le centenaire de la dernière offensive, lancée le 26 septembre 1918, qui libéra une partie des Ardennes jusqu'à la Meuse.

A NAVARIN, le dimanche 23 septembre, un hommage sera rendu aux morts de cette année 1918; l'ASMAC prépare la cérémonie avec l'autorité militaire, espérant que, malgré leurs multiples engagements, les corps que nous avons sollicités en raison de leur participation à cette ultime offensive, seront présents. La Flamme de l'Arc de Triomphe sera au centre de la cérémonie, amenée de Paris par la ville de Suippes et portée jusqu'au monument par des relayeurs de Suippes et Souain.

A l'issue de la cérémonie, la Flamme entamera sa progression vers le nord à partir des quelques villages qui étaient sur la ligne de front le 26 septembre :

Prosne, St Hilaire le Grand, Souain, Massiges, Ville sur Tourbe. Ce «Relais de la Victoire» permettra à chaque commune de se souvenir de sa libération, des souffrances des années de guerre, des efforts du retour à la paix. Pour chacune, ce sera son histoire particulière qui remontera dans les mémoires. Et la Flamme parcourra, comme une vague, toute cette région reprise par la 4^{ème} Armée. Toute liberté est laissée aux maires pour adapter au mieux leur commémoration à l'histoire locale.

Le Colonel N. Méry, président de la Fondation du Monument de Navarin, fait part des négociations, en bonne voie, qu'il mène avec le Ministère des Armées (Direction des Patrimoines, de la Mémoire et des Archives) pour que le monument soit classé nécropole nationale, son entretien étant alors confié à l'Etat.

L'Assemblée Générale étant achevée, les participants se dirigent vers le monument aux morts, derrière les drapeaux des Anciens Combattants. Après avoir évoqué les enfants de Monthois morts en 14-18, et les familles dispersées au gré des travaux forcés, des déportations, des rapatriements, le maire et le Général X. Gouraud déposent une gerbe et tous observent une minute de silence.

De retour à la salle des fêtes, autour d'un verre amical offert par la municipalité, que nous remercions vivement, nous évoquons les souvenirs de ces années de guerre : photos, bâtiments qui ont conservé quelques pans de murs anciens, souvenirs recueillis auprès de familles enracinées dans la commune. Bravo à Monthois pour son accueil !

Général (cr) Xavier GOURAUD

LA COMMUNE DE MONTHOIS DE 1914 à 1918

D'un côté la Champagne, de l'autre l'Argonne, Monthois, village de 350 habitants en 1914, situé dans une région vallonnée avec de très nombreux ravins, vivant essentiellement de l'agriculture et de l'artisanat, domine l'accès sud de la vallée de l'Aisne qui coule en direction du nord.

Dès le début août 1914, la région voit passer les troupes de la 4^{ème} Armée Française qui vont se positionner entre Sedan et Montmédy et s'engager sur le territoire belge le 21 août. Face à la supériorité allemande, la bataille des frontières est perdue, l'ordre de repli sur la Meuse puis sur l'Aisne est donné, mais les Allemands continuent inexorablement leur avance et occupent le village de Monthois le 1^{er} septembre.

Dans les jours qui précèdent cette occupation, le souvenir de la guerre de 1870 et le passage des réfugiés Belges et des Français du Nord du département répandent des rumeurs sur l'attitude des troupes allemandes. La population est paniquée et de nombreuses personnes quittent précipitamment le village à pied ou sur des chariots.

Ne restent donc que les vieillards, les malades et le Maire, Monsieur Hemmerlé, qui veut montrer aux Allemands que le village n'est pas abandonné et qu'il n'y a pas lieu de le piller.

Les troupes allemandes passent très vite en direction du sud, mais seront stoppées dès le 10 septembre 1914 lors de la Bataille de la Marne à hauteur de Sompuis, Vitry-le-François et Révigny-sur-Ornain. L'Armée française reprend l'offensive et repousse les Allemands qui s'installeront fermement sur une ligne Souain, Les Hurlus, Massiges, Servon, à moins de 10 km au sud de

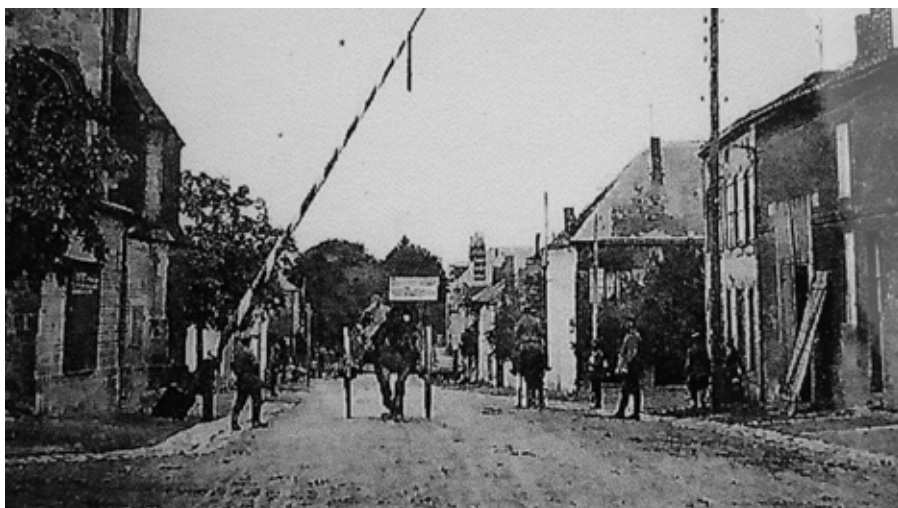


Camp allemand à Monthois

Monthois. C'est le début de la guerre des tranchées.

Quelques familles reviendront alors dans Monthois occupé sous administration allemande. La troupe s'est installée dans les maisons du village, la Kommandantur occupe le presbytère. Des réquisitions de nourriture et d'animaux sont instituées, une surveillance sévère de la population est mise en place, les déplacements sont contrôlés...

Le front s'étant stabilisé à une dizaine de kilomètres, les Allemands entreprennent de suite dans Monthois et ses environs immédiats, de gigantesques travaux de fortification en construisant des casemates, des nids de mitrailleuses, des abris en sous-sol, des tunnels, des dépôts de munitions... La voie ferrée passant par Monthois et un réseau routier relativement dense facilitent les liaisons vers le front.



Contrôle allemand dans le village de Monthois

La région ainsi fortifiée devient un immense entrepôt de stockage de nourriture, de matériels, d'armements, de munitions...

Un terrain d'aviation, avec hangars, est aménagé à proximité du village qui devient aussi un lieu de repos pour les soldats revenant du front, ou y retournant, comme l'attestent de nombreuses cartes postales envoyées par les Allemands à leurs familles.

*Madame Lederman
Habitante de Monthois.*

LE CENTRE D'INTERPRÉTATION MARNE 14-18 DE SUIPPES **Une approche moderne et interactive de la Première Guerre Mondiale**

Le Centre d'Interprétation Marne 14-18 situé à Suippes offre une présentation vivante, moderne et humaniste de la 1^{ère} Guerre Mondiale. Une riche collection iconographique et de nombreux témoignages laissés par les soldats et les civils montrent toute l'intensité et l'horreur du conflit.

Le centre est ouvert du mardi au dimanche de 13h00 à 18h00 (fermeture en décembre et janvier ainsi que le dimanche de Pâques, le 14 juillet et le 1^{er} novembre).

Centre d'Interprétation Marne 14-18 - 4 Ruelle Bayard. BP31. - 51600 SUIPPES. - Tél : 03.26.68 24.09. - www.marne14-18.fr

CELEBRATION DU COUP DE MAIN DU 14 JUILLET 1918

Le samedi 14 juillet 2018 de 14h00 à 21h00 et le dimanche 15 juillet 2018 de 10h00 à 18h00, l'Association Mémoires des Monts de Champagne organisera à Vaudesincourt deux journées sur le Centenaire du « Coup de main historique du Mont Sans Nom » et du Centenaire du « Friedensturm ». Expositions, film, exposés d'intervenants, parcours pédestres documentés...seront proposés (entrée libre).

NOUVELLES BRÈVES

LE MOT DU TRÉSORIER

Où en êtes-vous de vos versements ? Pour le savoir, regardez l'étiquette indiquant votre adresse sur la grande enveloppe blanche d'envoi du bulletin. Au-dessus de votre adresse figure un chiffre :

2018, vous avez réglé celui de 2018,

2017, vous avez réglé celui de 2017, mais pas celui de 2018,

en-dessous de **2017**, vous êtes très en retard !!!

APPEL DE VERSEMENT 2018

Le versement minimum est maintenu à **10 euros**, valable pour une année calendaire.

POUR ADHERER A L'ASSOCIATION

Il vous suffit d'adresser la demande, indiquant vos nom et adresse, accompagnée d'un chèque d'un montant minimum de 10 Euros, à : **ASMAC-NAVARIN - 4, rue des Condamines - 78000 VERSAILLES**

L'adhésion vous permettra de recevoir nos *deux bulletins annuels*. Le dernier bulletin paru vous sera adressé immédiatement.

Grâce à vous, de nouveaux adhérents nous rejoignent. Faites connaître notre association, faites adhérer vos amis.

MANIFESTATIONS DE L'ANNEE 2018. CEREMONIES COMMEMORATIVES

ASMAC	
23 septembre 2018	Cérémonie du Souvenir au Monument de NAVARIN (Centenaire de l'offensive du 26 septembre 1918)
26 Septembre au 11 Novembre 2018	« Relais de la Victoire » du Front de Champagne à la Meuse.

Autres Associations de la Coordination du Souvenir des Combats de Champagne (CSCC)	
14 juillet 2018 après-midi (à confirmer)	Association <i>Centenaire du coup de main du Mont sans Nom</i> et Association <i>Mémoires des Monts de Champagne</i> : Inauguration d'une stèle dans la nécropole du Bois du Puits, en hommage aux grenadiers d'élite du 366 ^{ème} RI qui ont réalisé le coup de main du 14 juillet 1918.
14 et 15 juillet 2018	Association <i>Mémoires des Monts de Champagne</i> A VAUDESINCOURT, Centenaire du « Coup de main historique du Mont Sans Nom » et du « Friedensturm »
18 Juillet 2018	Cérémonie du Souvenir au Monument de DORMANS. (Centenaire de la Seconde Bataille de la Marne)
2 septembre 2018	<i>Mondement 1914</i> . Commémoration 1 ^{ère} Bataille de la Marne de 1914.
16 septembre 2018 (à confirmer)	<i>Les Amis du Fort de La Pompelle</i> (104 ^o anniversaire de la reprise du Fort)

ET SI VOUS VOUS IMPLIQUEZ DAVANTAGE DANS LES ACTIVITES DE L'ASMAC....

Vous êtes intéressé par l'histoire de la 1^{ère} Guerre Mondiale, et plus particulièrement par le Front de Champagne...voire l'Histoire de la 4^{ème} Armée française...

Vous souhaitez vous investir davantage afin de relever le défi de la mémoire...

La vie associative vous intéresse, et vous êtes disponible pour :

- contribuer activement à l'organisation des diverses activités mémorielles,
- participer à la rédaction d'articles pour la revue semestrielle NAVARIN,
- intégrer le bureau de l'ASMAC...

Alors n'hésitez pas vous faire connaître directement auprès du Général (er) Xavier GOURAUD (x.gouraud@orange.fr), du Colonel (er) MERY ou du secrétariat (ASMAC 4 rue des Condamines 78000 VERSAILLES).

H I S T O I R E

La 4^{ème} ARMÉE FRANÇAISE

L'année 1918 : L'offensive finale du 26 septembre 1918.

La « Victoire ».

Préambule.

Au travers de l'article paru dans le dernier bulletin (cf. NAVARIN de janvier 2018) nous avons vu que l'année 1918 avait débuté sous de sombres perspectives, et on ne voyait pas comment la guerre pouvait finir tout au moins sur le front européen. Les Allemands, ne pouvant conduire une offensive générale sur tout le front occidental, mais voulant profiter des conséquences de l'effondrement de notre allié russe et du fait que les américains ne sont pas encore en mesure d'être engagés massivement et efficacement, ont pu mener au cours du 1^{er} semestre 1918 de puissants « coups de boutoirs » en Picardie, dans les Flandres, puis sur le Chemin des Dames. Cette dernière action leur permettant d'atteindre le 5 juin la Marne entre Château-Thierry et Dormans, met à nouveau Paris en danger. Le but de ces attaques allemandes était de désarticuler le front en séparant les Français des Anglais.

Ces offensives allemandes seront difficilement contenues par les armées alliées qui épuiseront toutes leurs réserves. A la mi-juin 1918, la situation semblait bloquée : les alliés ne pouvaient pas percer, et les Allemands pas davantage, les belligérants n'arrivent pas à sortir de l'impasse stratégique dans laquelle ils sont engagés depuis 4 ans. Il fallait tenir, mais combien de temps encore ? Cette situation aurait pu conduire à rechercher une paix de compromis : mais plus la guerre faisait de victimes, moins les Français et les Allemands pouvaient admettre « que leurs soldats étaient morts pour rien » ; la guerre ne pouvait se terminer qu'avec un vainqueur et un vaincu lors d'une bataille décisive.

Au début du 2^{ème} semestre 1918 un événement que personne n'imaginait fera que la guerre se terminera moins de douze mois plus tard.

Les Allemands ont déclenché le 15 juillet une ultime offensive : le « Friedensturm » ou « assaut pour la paix », de part et d'autre de Reims entre Château-Thierry et les lisières ouest de la Forêt de l'Argonne. Cette offensive s'avèrera être immédiatement un échec pour les forces allemandes, notamment dans le secteur face à la 4^{ème} Armée, où elles n'ont pu bénéficier de la surprise et ont subi en conséquence des pertes très lourdes². Simultanément au coup d'arrêt mené par cette 4^{ème} Armée, quatre contre-offensives françaises menées par quatre autres armées du 18 au 20 juillet rétabliront, dès le 2 août, un front de Soissons à Reims effaçant ainsi la poche allemande créée en mai-juin jusqu'à la Marne.

Le «Friedensturm » s'avèrera être un moment capital de la guerre : c'est la première phase de la défaite militaire allemande, c'en était fini pour eux de l'initiative des opérations militaires.

Le Général Foch, nommé le 26 mai 1918 commandant en chef des Forces Alliées sur le front occidental, adepte de l'offensive à outrance, ne veut pas laisser aux Allemands le temps de se ressaisir en déplaçant leurs réserves. A quelques semaines d'intervalle, il continue à planifier et à frapper à coups redoublés sur divers points du front. Les offensives ne vont plus s'arrêter jusqu'à la victoire, et obliger ainsi les troupes allemandes à se replier. Le front occidental enfin rompu, les différentes brèches seront exploitées avec succès jusqu'à la fin de la guerre.

C'est ainsi que le 26 septembre 1918, la 4^{ème} Armée du Général Gouraud entra à son tour en action pour prendre sa part dans ces offensives.

La 4^{ème} Armée avait bénéficié de la «modernisation» de l'Armée Française.

L'effort incessant pendant quatre années consécutives de toute la nation française et de son empire colonial, valorisé par l'action et les directives du Général Pétain, commandant en chef des Armées Françaises, pour moderniser et adapter notre outil militaire à l'évolution du conflit³ a permis au Général Foch de mener ses offensives dans la foulée du Friedensturm jusqu'à la victoire finale.

² Voir dans le bulletin NAVARIN de janvier 2018 la tenue en échec du Friedensturm par la 4^{ème} Armée.

³ Nous renvoyons nos lecteurs aux articles sur « les chars d'assaut dans la bataille de Champagne (sept-oct 1918) » et « l'aviation dans la bataille de Champagne » qui montrent le poids décisif de ces armes nouvelles dans le succès de cette offensive finale. Ces articles, parus dans le bulletin NAVARIN de juin 2008, peuvent être consultés sur le site <http://asmac.fr>.

Voir dans le bulletin NAVARIN de juin 2017 l'article sur « les réflexions et conceptions nouvelles qui conduiront à la victoire en 1918 ».

Si cet effort surhumain fut possible c'est parce que le peuple français est resté uni depuis le début de la guerre malgré des nombreuses souffrances indescriptibles dans tous les domaines et que « l'arrière a toujours soutenu l'avant ». Beaucoup avait la conviction qu'une France unie devenait invincible...

Enfin, sur le plan de la politique nationale, Raymond Poincaré, Président de la République depuis 1913, toujours partisan d'une politique de fermeté à l'égard de l'Allemagne, a appelé en novembre 1917 Georges Clémenceau pour un second mandat à la Présidence du Conseil, qui se consacra totalement à la poursuite de la guerre. Il conserve le Général Pétain, auquel il reconnaît des mérites éminents et il confie au Général Foch le commandement interallié auquel il se rallia après s'y être opposé.

Après le Friedensturm, les soldats français, dont ceux de la 4^{ème} Armée, font preuve d'un moral élevé par rapport à celui des soldats allemands qui ne cessent d'être défaits et abattus.

La préparation de l'offensive de la 4^{ème} Armée.

Dès son succès défensif sur l'attaque allemande du 15 juillet 1918, la 4^{ème} Armée sachant qu'elle allait participer tôt ou tard à l'offensive générale, fixe dans son secteur l'attention de l'ennemi par des tirs d'artillerie, des coups de main, des tentatives de reprendre des positions intéressantes abandonnées volontairement le 15 juillet dans le cadre de l'application de la fameuse directive n°4 du 22 décembre 1917 du Général Pétain.

Début septembre, le Général Foch demande au Général Gouraud de lui faire un état des moyens nécessaires pour mener à bien une offensive en direction de Mézières.

Depuis plus de 3 ans, le front allemand de Champagne était stabilisé et ses organisations défensives y avaient acquis un développement exceptionnel. La profondeur du terrain organisée par les Allemands, encore augmentée du fait de notre retrait volontaire à la veille du 15 juillet, dépasse en moyenne les 12 km avec 12 à 15 lignes de tranchées.

L'état-major du Général Gouraud estime alors les besoins à sept Corps d'Armée rien que pour l'attaque, avec en réserve un corps de cavalerie et quatre divisions d'infanterie. Il faut donc prévoir le soutien logistique de 550 000 hommes, 180 000 chevaux, les munitions pour 2800 pièces d'artillerie de campagne et 1350 canons lourds. En plus, il faut le matériel nécessaire pour prolonger nos routes à travers les 20 km de tranchées françaises puis allemandes, dont le sol est retourné depuis des années : madriers, rondins, cailloux, fascines, travées de pont,...etc.

Le Général Gouraud a pris en compte le fait que si les pertes allemandes ont été considérables depuis le début de l'année 1918, entraînant ainsi un moral et une combativité des soldats à la baisse, l'armée allemande pliera mais ne rompra pas. Bien que minées par des troubles de discipline et frappées par des difficultés d'approvisionnement, les deux armées allemandes face à la 4^{ème} Armée s'accrocheront le plus longtemps possible pour se replier en bon ordre.



Français et américains à l'entraînement

A partir du 20 septembre, de nuit et restant sous-bois pendant la journée, les troupes d'attaque commencent à se mettre en place entre Prunay et Vienne-le-Château. D'ouest en est se positionnent sept Corps d'Armée (4^{ème}, 14^{ème}, 11^{ème}, 21^{ème}, 2^{ème}, 9^{ème} et 38^{ème} CA) comptant au total 23 Divisions d'Infanterie. En réserve, le 1^{er} Corps de Cavalerie et quatre Divisions d'Infanterie dont deux américaines (2^{ème} et 36^{ème} DIUS). **Il est à noter que deux Divisions d'Infanterie françaises possèdent dans leur rang des régiments américains d'hommes de couleur.** (cf. Pages 14-15)

A l'est de la 4^{ème} Armée se positionnera la 1^{ère} Armée américaine dépendant du Groupe d'Armées américain du Général Pershing, face à l'Argonne, et qui agira de concert avec l'Armée du Général Gouraud.

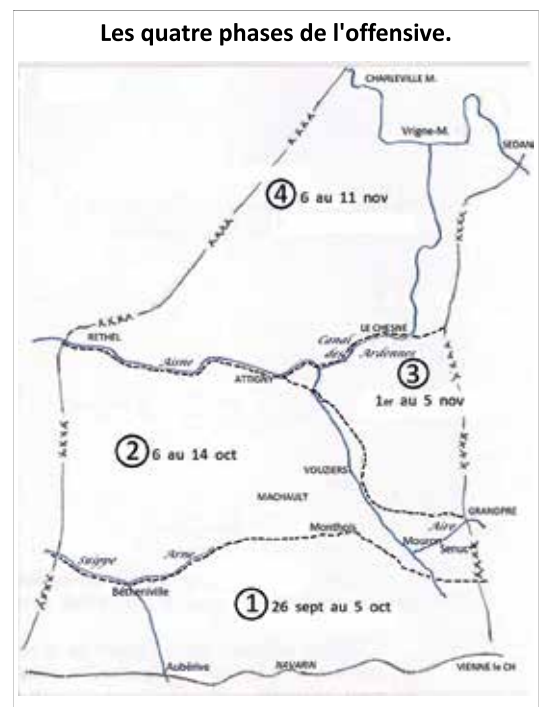
A l'ouest de la 4^{ème} Armée, se positionnera la 5^{ème} Armée française qui agira sur l'axe Reims- Monthermé.

Déroulement de l'offensive du 26 septembre 1918 en direction de Mézières.

Cette offensive de la 4^{ème} Armée se déroulera en 4 phases :

- **Du 26 au 5 octobre 1918 : la rupture du front allemand.**

Après une préparation d'artillerie qui a débuté la veille à 23 heures, avec peu de réactions de l'artillerie allemande en raison de l'efficacité de nos tirs



de contre-batterie, l'attaque est déclenchée le 26 octobre à 05H25 entre Aubérive et Ville-sur-Tourbe avec l'aide des chars d'assaut et de l'aviation qui interviendra massivement chaque fois que les conditions atmosphériques le permettront. Après une avance de 3 à 5 km le premier jour au centre de la zone d'action (avance plus difficile sur les ailes), la phase de rupture se poursuivra jusqu'au 4 octobre avec des combats acharnés parmi les tranchées et les barbelés. Le 5 octobre, les Allemands, se reconnaissant partiellement vaincus, envisagent leur retrait sur tout le front de la 4^{ème} Armée. La guerre de mouvement va pouvoir reprendre malgré une défense acharnée des Allemands, nécessitant une montée en ligne de nouvelles troupes, afin qu'elles surclassent l'ennemi, par leur fraîcheur.

- Du 6 au 14 octobre l'exploitation jusqu'à l'Aisne.

Le retrait des Allemands a bien commencé dans la nuit du 9 au 10 octobre, mais en continuant toutefois ses contre-attaques retardant quelque peu notre avance surtout à l'est de la zone d'action de *la 4^{ème} Armée*. L'ennemi accélère son repli pour rejoindre sa ligne de défense de l'Aisne et du canal latéral dont des mitrailleuses sous blockhaus doivent empêcher tout franchissement. Notre cavalerie poursuit les Allemands au plus près, et le 12 octobre nos troupes bordent l'Aisne de Rethel à Vouziers, puis la ligne Vouziers – Grandpré après qu'une solide tête de pont ait été créée au sud de l'affluent Aire dans la région Mouron-Grandpré afin d'appuyer l'action de la 1^{ère} Armée américaine.

Le 6 octobre, pour suivre la progression de son armée, le Général Gouraud porte son état-major de Châlons à la Ferme de Suippes.

- Du 14 octobre au 3 novembre le franchissement de l'Aisne.

Malgré l'action de l'artillerie et des mitrailleuses allemandes, des têtes de pont arrivent à être créées de part et d'autre de Vouziers avec l'aide de la 1^{ère} Brigade tchécoslovaque incluse dans la 4^{ème} Armée. Les Allemands ont réussi à inonder ce secteur et leur artillerie a été très active en utilisant souvent des obus toxiques. Les pertes françaises et tchécoslovaques seront élevées car il faut prendre un à un les blockhaus abritant les mortelles mitrailleuses. Jusqu'à la fin octobre, nos troupes et l'ennemi se livrent à des coups de mains et à des contre-attaques pour prendre ou conserver les têtes de pont au-delà de l'Aisne.

Le 1^{er} novembre, progression vers Le Chesne en liaison avec la 1^{ère} Armée américaine, nous gagnons du terrain grâce à la brume qui nous cache des mitrailleuses. Le 3 novembre, le canal des Ardennes jusqu'à Le Chesne est atteint, toutes nos têtes de pont sont consolidées.

Une fois de plus, pour être au plus près du front, l'état-major du Général Gouraud a quitté Suippes le 29 octobre pour s'établir à Cauroy.

- Du 4 au 11 novembre la poursuite jusqu'à la Meuse.

La marche en avant reprend et l'ennemi, bousculé, commence à faire sauter les ponts sur la Meuse, afin d'établir au-delà sa nouvelle ligne de résistance. Le but affiché de l'armée allemande est de préserver maintenant l'intégrité du territoire allemand. Mais si la retraite allemande a été jusqu'à présent méthodique et ordonnée, elle ressemble dorénavant plus à une fuite qu'à une manœuvre de retraite : seules les arrière-gardes offrent quelques résistances.

La 4^{ème} Armée achève de border la Meuse sur tout le front le 9 novembre, occupe Mézières et dans la soirée atteint les abords de Sedan.

Le 8 novembre au soir, le 415^{ème} Régiment d'Infanterie occupe Dom-Le-Mesnil et le 10 novembre à 01H30, par un brouillard épais, il franchit la Meuse sur des passages de fortune entre Vrigne-sur-Meuse et Nouvion-sur-Meuse. L'ennemi découvre dans la matinée que le 415^{ème} RI appartenant à la 163^{ème} Division d'Infanterie est implanté sur la rive droite, alors de violents tirs d'artillerie de tout calibre et de toutes armes s'abattent sur nos soldats qui résistent.

Dans la nuit du 10 au 11 novembre, arrive l'ordre du Maréchal Foch prescrivant de cesser le feu sur tout le front à 11H00, et de garder jusqu'à nouvel ordre les positions occupées à cette heure.

Du 26 septembre au 11 novembre 1918, la 4^{ème} Armée a fait 25000 prisonniers et capturé 670 canons et 4000 mitrailleuses.

Conclusions.

La 4^{ème} Armée a ainsi participé (en liaison avec la 1^{ère} Armée américaine) à l'attaque finale décisive voulue par le Maréchal Foch. Elle a rejeté les Allemands au-delà de la Meuse, et, en multipliant ses efforts jusqu'au dernier jour, montré au commandement allemand que seul un armistice pouvait sauver ses armées d'un désastre complet.

La signature de l'Armistice du 11 novembre 1918 arrête cette offensive victorieuse de *la 4^{ème} Armée* à hauteur de Charleville-Mézières - Sedan, mais n'annonce pas encore sa démobilisation ; elle reçoit l'ordre de s'installer dans la partie nord de l'Alsace, et le 22 novembre 1918, elle défilera dans la ville de Strasbourg libérée.

En octobre 1919, le Général Gouraud est nommé Haut-Commissaire de la République en Syrie et au Liban et Commandant en Chef de l'Armée du Levant.

Le Colonel (h) Jean-Daniel COUROT

LES TROUPES AMÉRICAINES DE COULEUR EN FRANCE EN 1917-1918

Article tiré du bulletin «les troupes alliées en France» de décembre 2000, édité par la Direction de la Mémoire du Patrimoine et des Archives.

Les troupes noires américaines

Même si un fragile consensus autour de la guerre s'établit au cours des événements, la population américaine est réticente à partir à la guerre. Encore travaillée par une active propagande neutraliste et malgré ses sympathies, elle n'accepte qu'avec réticence l'effort de guerre et notamment la conscription.

En revanche, c'est avec l'espoir que leur participation au combat contribuera à la fin de la ségrégation raciale dans leur pays que 370 000 citoyens noirs servent dans l'armée américaine pendant la Première Guerre mondiale. En octobre 1917, le gouvernement des États-Unis autorise la formation d'officiers noirs. En fait, l'entraînement des régiments de couleur est bâclé sous le prétexte du faible quotient intellectuel des Noirs et l'avancement des officiers est ralenti pour prévenir la réaction des Blancs.

Malgré tout, le grand leader noir Isaac Fischer demande à ses frères de couleur de « ne pas faire tanguer le navire » et l'élan de la population noire ne se ralentit pas dans la défense du pays.

Sur les 100 000 conscrits de couleur envoyés en France, 80 000 sont assignés au *Service of supply* (S.O.S.), formant ainsi 103 bataillons. Le S.O.S., dont les tâches sont multiples (travailleurs, dockers, pionniers), n'a pas le prestige des troupes combattantes, même si ces bataillons sont souvent envoyés en première ligne. Les conditions de travail et

de vie y sont particulièrement difficiles, la ségrégation permanente. Le général Pershing le sait et s'il loue souvent la force physique des recrues noires, il néglige ces troupes.

Dans une note, l'inspection de l'AEF classe ainsi les régiments de combattants noirs de la 93^e division envoyée en France : « Le meilleur est sans conteste le 371^e dont tous les officiers sont blancs,



1918, en France, le « jazz band » du 369^e régiment.

Ainsi le 369^e régiment d'infanterie, qui a pourtant reçu un entraînement au combat, est utilisé au S.O.S. à Saint-Nazaire et dans le camp de Coëtquidan, depuis son arrivée en France en décembre 1917.

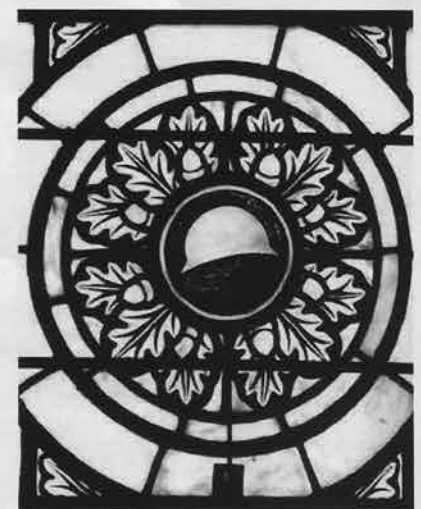
Le 23 novembre 1917, le *War department* met sur pied la 93^e division formée de deux brigades d'infanterie de soldats de couleur : les 185^e et 186^e (*colored*) brigades, composée respectivement des 369^e et 370^e et des 371^e et 372^e régiments d'infanterie.

vient ensuite le 369^e avec seulement 5 officiers noirs, puis le 372^e où ils sont majoritaires et enfin le pauvre 370^e dont l'encadrement est intégralement noir ».

Le commandement français, conscient du potentiel militaire des troupes noires, demande la mise à disposition de ces régiments. Les Américains ne voulant pas d'une intégration raciale, Pershing accepte de prêter ces unités : elles sont amalgamées aux troupes françaises, l'équipement et l'armement du poilu remplaçant celui du *Sammy*. Aux



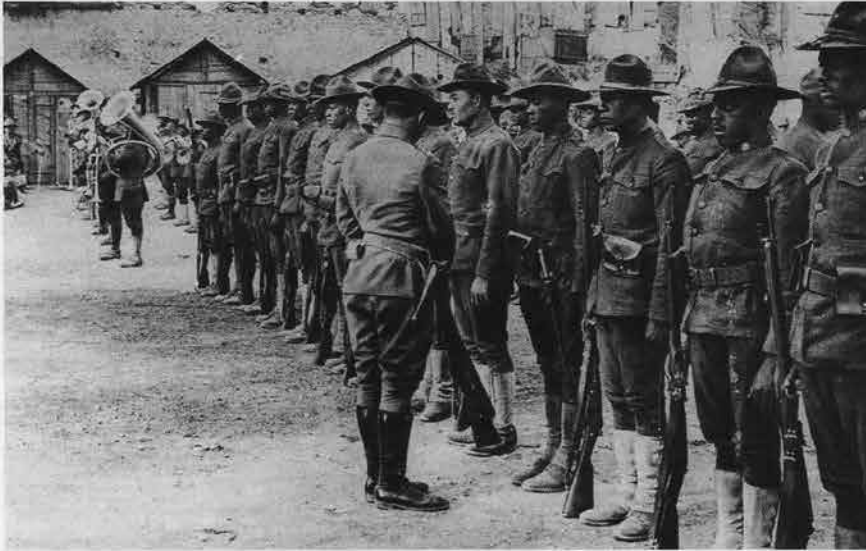
Troupes U.S. noires équipées à l'américaine à Sommeilles (Meuse).



Insigne de la 93^e D.I.U.S., vitrail de la chapelle du cimetière américain de Romagne.

côtés de leurs camarades français, ces troupes vont bientôt s'illustrer.

La 93^e division (*Bloody Hand*) passe sous commandement français en mars 1918. Les soldats sont alors entièrement équipés à la française; seuls les officiers, qui ont payé leur uniforme, gardent l'équipement américain.



Juillet 1918, une revue d'armes. Ces fantassins sont habillés à l'américaine, mais armés et équipés à la française : fusil Berthier, ceinturon, cartouchières et baïonnette Lebel.

Le 369^e régiment arrive à Givry-en-Argonne (Marne), en mars 1918, rattaché à la 16^e division française de la 4^e armée du général Gouraud. En avril, il prend en charge le secteur du front dans les bois d'Hauzy en Champagne. Ce sont trois soldats noirs de ce régiment qui sont les premiers Américains à recevoir des Croix de Guerre françaises.



1918, en France, un combattant équipé et armé à la française.

En juin, les 372^e et 371^e régiments sont à Vauquois, en Argonne, alors que le 370^e occupe un secteur près de Saint-Mihiel (Meuse).

À partir du 18 juillet 1918, lors de l'offensive de l'armée Gouraud, le 369^e prend part à l'attaque de la Butte du Mesnil aux côtés du 371^e, qui se dis-

tingue particulièrement. Après 130 jours de présence ininterrompue au front, le 369^e est envoyé au repos et est cité à l'ordre de la division pour son courage face à l'ennemi.



Le 4 juillet 1918 en Meuse, deux officiers du 370^e R.I.U.S. : le colonel F. A. Denison et le major O. B. Duncan.

Le 26 septembre 1918, le 369^e, le 371^e et le 372^e régiments participent à l'offensive Meuse-Argonne, alors que le 370^e participe à la prise du mont des Singes avant d'entreprendre l'offensive Oise-Aisne avec la 10^e armée du général Mangin. Lors de l'attaque générale sur la ligne Hindenburg, en octobre, le 370^e franchit l'Ailette et participe à la libération de Laon et de Crépy-en-Laonnois.



En Argonne, poilus et soldats noirs échan- gent une solennelle poignée de mains en première ligne.

LE DERNIER COMBAT DE LA GRANDE GUERRE 1914-1918

VRIGNE-MEUSE (9, 10 et 11 novembre 1918)

Le dernier Communiqué Officiel de la Grande Guerre, diffusé le 11 novembre 1918 à 15 heures, signale sobrement que « [...] A la suite de durs combats, nous avons forcé les passages de la Meuse entre Vrigne et Lumes ». Comment s'est déroulée cette opération improvisée dans l'urgence dont l'utilité est contestable, qui coûta la vie à une centaine de soldats dont la grande majorité appartenait au 415^{ème} régiment d'infanterie ?



Passerelle sur le Meuse le 11 novembre 1918. Une des rares photos prise ce jour-là, publiée dans « L'illustration » en avril 1929

Début novembre 1918, le rapport de force était en faveur des alliés et la fin de la guerre était proche. La Campagne de France se déroulait avec succès depuis les mois de juillet et les Allemands reculaient sur tous les fronts. L'ultime engagement de la guerre allait se dérouler sur ordre du maréchal Foch entre Charleville-Mézières et Sedan par le franchissement de la Meuse destiné à montrer la détermination de la France et contraindre les Allemands à signer l'armistice.

Le 8 novembre, alors que les pourparlers débutaient à Rethondes entre le maréchal Foch et les plénipotentiaires allemands, la 163^{ème} division du général Boichut, division du 14^{ème} Corps d'Armée de la 4^{ème} Armée du Général Gouraud, atteignait la Meuse après des journées de combats dans le froid, la pluie et le brouillard. La Meuse étant infranchissable sans les moyens du Génie, les trois régiments d'infanterie de la division s'installèrent tant bien que mal dans les cantonnements qui leur avaient été affectés au sud de la rivière. Ce soir-là, la rumeur d'une relève, et même celle d'un armistice rapporté par des permissionnaires, circula dans toutes les compagnies.

La journée du 9 novembre fut consacrée à une remise en condition des unités tout en assurant le maintien du contact avec l'ennemi par des reconnaissances et à la recherche de points de franchissement sur la Meuse pour une poursuite ultérieure des opérations. Ce n'est que dans la nuit que les 415^{ème} et 142^{ème} régiments d'infanterie reçurent l'ordre de franchir la Meuse « coûte que coûte » dans la région de Flize, Nouvion, Dom-le-Mesnil et Vrigne-Meuse. Le 53^{ème} RI restait en réserve sur la rive sud.

Le franchissement de la Meuse en crue et large de 70 mètres, avec des moyens de fortune, par les unités du 415^{ème} RI convoquées successivement dans la nuit à Dom-le-Mesnil, ne fut pas une mince affaire : « [...] Il fait une brume intense et un froid de chien, mais mes pionniers aidés par le Génie... ont mis deux planches sur la porte de l'écluse et ont aligné sur l'armature du barrage des planches mises bout à bout. Le boche veille et tire de temps en temps, mais ça marche [...] » écrit le chef de bataillon de Berterèche de Menditte qui commandait le régiment en l'absence du colonel Gizard.

Si les trois bataillons du régiment traversèrent effectivement la Meuse, la journée du 10 novembre s'annonçait particulièrement difficile pour ce régiment qui sera en fait le seul de la division à conquérir une véritable tête de pont au nord de la Meuse. A partir de 10 heures 30, au moment où le brouillard s'est levé, Dom-le-Mesnil, Flize et les passerelles allaient être sous le feu des Allemands, interdisant ainsi tout mouvement de renfort ou de repli aux bataillons répartis entre les lisières est de Nouvion, le Signal de l'Epine et Vrigne-Meuse. Les compagnies du régiment, se sont alors retrouvées en infériorité numérique pour affronter les formations allemandes de la Garde prussienne disposant de nombreuses mitrailleuses et qui étaient appuyées par une solide artillerie.

Le 10 novembre à 10 heures 30 au moment où le brouillard se dissipa comme un lever de rideau pour le dernier acte de la Grande Guerre, la situation du régiment était d'autant plus précaire que l'artillerie française n'était pas en mesure de fournir un appui efficace en raison de sa méconnaissance de la position exacte des unités ayant traversé la Meuse et de l'impossibilité de tirer sur les villages où vivait la population. Les autres régiments étant bloqués devant Nouvion et Flize, toutes les forces allemandes concentrèrent leurs moyens sur le 415^{ème} RI. Après une longue préparation d'artillerie, les allemands relancèrent leurs contre-attaques en début d'après-midi. Ils savaient que les forces qui avaient traversé la Meuse n'étaient pas considérables et qu'ils avaient les moyens nécessaires pour les repousser. Tout le secteur de Nouvion à Vrigne-Meuse fut alors violemment attaqué obligeant les compagnies à se replier et à se retrancher derrière la voie ferrée longeant la Meuse, pour éviter d'être isolées et détruites.

Pour soulager la pression sur les forces engagées, le général Boichut obtint dans la soirée la mise à sa disposition de tous les moyens d'artillerie du corps d'armée, pour établir des barrages en avant des unités. 72 canons de 75mm et une quinzaine de canons lourds de 155 mm entrèrent en action pour appuyer les bataillons et briser les contre-attaques allemandes. Mais, au soir du 10 novembre, le bilan était déjà lourd pour la division : les pertes étaient de 57 tués et 133 blessés dont 37 tués et près d'une centaine de blessés pour les bataillons du 415^{ème} RI qui par trois fois avaient subi les assauts allemands.

Dans la nuit du 10 au 11 novembre, ce fut « un vacarme effroyable, assourdissant, une véritable démente de fer et d'acier [...] ». Le Génie n'ayant pas réussi à remettre en état une passerelle qui aurait permis de renforcer la tête de pont, la journée du 11 novembre risquait fort d'être particulièrement difficile pour les hommes encore valides du 415^{ème} RI enterrés dans leurs trous individuels répartis sur un front de 3 km entre la voie ferrée Mézières-Sedan et la Meuse, mais dominés par les Allemands qui occupaient le mouvement de terrain au nord sur la rive droite.



Charles de MENDITTE, commandant le 415^{ème} RI lors des combats de VRIGNE-MEUSE

Le message du maréchal Foch annonçant la fin de la guerre a été transmis par télégraphe aux commandants en chef des différentes armées alliées le 11 novembre à 5 heures 15 : « *Les hostilités sont arrêtées sur tout le front, à partir du 11 novembre, 11 heures (heure française). Les troupes alliées ne dépasseront pas, jusqu'à nouvel ordre, la ligne atteinte à cette date et à cette heure.* » Cet ordre a été retransmis aux régiments de la division à 7 heures 15, accompagné de consignes particulières de prudence et de quelques recommandations pour que « *les hommes mettent leur mouchoir au bout de leur fusil... et crient en chœur et de toutes leurs forces « Vive la France ! » et chantent « La Marseillaise »... On ne fraternisera pas avec l'ennemi* ».

Le commandant du 415^{ème} R.I relate ainsi les événements du 11 novembre 1918 dans son carnet de campagne : « *Le 75 rageur a tiré régulièrement, montrant aux Boches que nous faisons bonne garde autour du régiment et, au jour, le feu recommence... J'ai réorganisé mon front. Mes compagnies sont en liaison les unes avec les autres, mes hommes ont mangé chaud et je les ai ravitaillés en cartouches. Hier, cette opération avait dû être faite de jour mais pour les mitrailleuses seulement et dans des conditions effroyables car le terrain était battu par les mitrailleuses ennemies. Cette fois, mes hommes ont tout ce qu'il faut pour tenir et ils tiendront.*

Vers 6 heures 30 circule le bruit de l'armistice. A 8 heures 30, l'avis est officiel. Pendant ce temps on continue à tirer sur le front du régiment et les obus allemands tombent sur Dom-le-Mesnil. Je fais passer la bonne nouvelle au régiment et on attend ! 10 heures 45 : les obus tombent encore sur le village. 10 heures 57 : la mitrailleuse tire encore. 11 heures : un de mes clairons sonne « Cessez le feu ! », « Levez-vous ! » puis « Au Drapeau ! ». Les autres clairons répètent. La Marseillaise monte dans le lointain. Des cris de joie, et les cris plus éloignés des Boches qui sortent de leurs trous et veulent fraterniser. Quelle joie et quelle émotion !.... »

Les combats ont effectivement continué jusqu'au dernier moment. Le soldat de 1^{ère} classe Augustin Trébuchon estafette de la 9^{ème} compagnie tué à 10 heures 50 d'une balle dans la tête, a été le dernier soldat français mort pour la France sur le front occidental. Mais officiellement, il sera déclaré mort à Vrigne-Meuse le 10 novembre 1918 à 10 heures du matin.

Dans la zone tenue par le 415^{ème} RI au nord de la Meuse, c'est le soldat Octave Delalucque qui a eu l'honneur de sonner le « Cessez-le-feu » à 11 heures précises. Un profond silence s'établit alors sur le champ de bataille de la veille. Un silence impressionnant. Les poilus échangèrent leurs impressions après avoir compté les minutes au cours de la matinée. L'armistice – certains disaient « *l'amnistie* », un lapsus révélateur - c'était d'abord la vie sauve : « *Je vis, c'est merveilleux !* », « *Nous avons eu une sacrée veine* », « *Tu te rends compte, on n'est pas mort !* », « *C'est la fin de notre jeunesse* »... Il faudra aussi réapprendre à vivre normalement et guérir de la guerre. La guerre était finie, c'était la Paix !

Les pertes subies par les formations engagées par la 163^{ème} division dans l'opération de franchissement de la Meuse et de conquête d'une tête de pont, au cours des journées du 9, 10 et 11 novembre 1918, ont été de 96 tués et 199 blessés dont 68 tués et 97 blessés pour le 415^{ème} RI. Un bilan très lourd notamment pour ce régiment mais il aurait pu être encore plus catastrophique. Il convient en effet de rendre hommage au courage du chef de bataillon de Menditte qui, en traversant la Meuse dans l'après-midi du 10 novembre pour aller relever lui-même les positions des unités du régiment, a permis à l'artillerie divisionnaire de fournir des appuis efficaces qui évitèrent au régiment d'être rejeté dans la Meuse. Sans cet acte de courage, le 415^{ème} RI aurait probablement été décimé dans la nuit du 10 et la matinée du 11 novembre 1918.



Augustin TREBUCHON soldat du 415^{ème} RI, dernier soldat français tué le 11 novembre 1918 à 10H50 à VRIGNE-MEUSE.



Monument de l'Armistice sur la Côte 249 dominant VRIGNE-MEUSE. Photo datant de l'inauguration du monument en 1929 portant la signature des généraux GOURAUD et BOICHUT, celui-ci commandant la 163^{ème} DI dont dépend le 415^{ème} RI qui mène la traversée de la Meuse).

Grâce au brouillard épais dans la vallée de la Meuse, à l'héroïsme des poilus et des cadres du 415^e régiment d'infanterie, aux canons du général Boichut, et à la signature de l'armistice à 5 heures du matin par les Allemands, l'opération particulièrement osée et risquée de franchissement de la Meuse, a mis un terme à la Grande Guerre. Cet ultime épisode au cours duquel sont morts pour la France la veille et le jour de l'Armistice de trop nombreux soldats, mérite d'être connu et de rester dans notre mémoire collective. La devise « *Le vrai tombeau des morts, c'est le cœur des vivants* », gravée sur le monument de l'Armistice de la 163^e division du Signal de l'Epine, inauguré en avril 1929 en présence du Général Gouraud gouverneur militaire de Paris et du général Boichut gouverneur militaire de Strasbourg, est là pour rappeler cette vérité.

Général (CR) Alain FAUVEAU

NB : Le Général Alain FAUVEAU, petit-fils du colonel Charles de MENDITTE, raconte ce dernier fait d'armes du 415^{ème} RI dans un livre : « *Mourir le 11 novembre 1918, c'est mourir deux fois* », paru le 15 juin 2018 aux éditions Terres Ardennaises – 300 pages. Commande sur <http://terres.ardennaises.free.fr>.

LES UNITÉS TCHÈQUES ET SLOVAQUES, LES UNITÉS POLONAISES SUR LE FRONT DE CHAMPAGNE.

Sur le socle des statues qui couronnent le Monument –Ossuaire de NAVARIN, on peut lire dans la liste des unités ayant combattu sur le Front de Champagne : **Brigade tchécoslovaque et 1^{er} Régiment polonais**. D'où venaient ces unités ? Quelle fut leur participation aux combats ? Le présent article tente de répondre de manière succincte à ces questions.

TCHÈQUES et SLOVAQUES.

En 1914 les populations tchèques et slovaques font partie des minorités nationales incluses dans l'empire austro-hongrois. Les exilés partisans de l'indépendance suivent de près l'évolution de la guerre et entrevoient dans la perspective d'une victoire des Alliés la réalisation possible de leur rêve. Dès le 9 août 1914 les organisations patriotiques tchécoslovaques de PARIS décident que tous les membres aptes postuleront un engagement dans l'armée française, en l'occurrence la LEGION ETRANGÈRE.

C'est ainsi que ces volontaires formeront la 1^{ère} compagnie du bataillon C du 2^{ème} Régiment de marche du 1^{er} Etranger («Compagnie Nazdar») et seront engagés sur le front de Champagne d'octobre 14 à avril 15 dans le secteur de SILLERY, notamment à la FERME DES MARQUISES où tombera le premier soldat tchèque : Lumir BREZOVKY, le 11 décembre 1914.

Cédant à la pression obstinée du «Conseil national des pays tchèques» créé en 1916 à PARIS et présidé par Thomas MASARYK demandant l'instauration d'un état tchécoslovaque indépendant, vœu maintes fois repoussé, les Alliés acceptent d'inclure, le 10 janvier 1917, dans leurs buts de guerre, **une Tchécoslovaquie indépendante par démembrement de l'Empire austro-hongrois**. Le 16 décembre 1917 le gouvernement français



À Chestres, le monument aux morts des 21^{ème} et 22^{ème} R.C.T. «Pravda Vítězi» : «La vérité vaincra»

autorise, par décret présidentiel, la formation d'une armée tchécoslovaque, subordonnée aux Alliés, avec encadrement français. Le noyau de cette armée est constitué d'abord des survivants de la «Compagnie Nazdar» renforcée d'engagés venus de France. Le 21^{ème} Régiment de chasseurs tchécoslovaques (21^{ème} RCT) est formé à COGNAC en janvier 1918 suivi du 23^{ème}. En mai, à Jarnac, est mis sur pied le 22^{ème} RCT. Les volontaires viennent alors de Russie, de Roumanie, de Serbie, d'Italie et des Etats-Unis. La 1^{ère} Brigade d'Infanterie tchécoslovaque, composée des 21^{ème} et 22^{ème} RCT, reçoit le 30 juin 1918 à Darney (Vosges) des mains du Président Poincaré son drapeau national. Elle entre en secteur sur le Front d'Alsace et est affectée à la 53^{ème} Division d'Infanterie du Général Guillaumat. Appelée à être engagée sur le Front de Champagne, celle-ci débarque au «Camp de Châlons» (actuel Camp de Mourmelon) le 9 octobre 1918 puis est transportée dans la région de Vouziers où elle est engagée à partir du 16 face aux hauteurs Est de la Vallée de l'Aisne puissamment fortifiées par l'ennemi (Ligne «Hundling-Brunhild Stellung»).

Franchissant l'Aisne le 18 octobre la division s'empare de Chestres, mais les Allemands résistent avec acharnement. Pendant huit jours se déroulent de violents combats pour la possession de Vandy, Chestres, Terron et Falaise. L'artillerie ennemie écrase les assaillants sous ses obus en grande partie toxiques. Epuisée, la 53^{ème} DI doit être relevée. Retirée du front dans la nuit du 29 au 30 octobre elle est regroupée dans la région de Saint-Souplet-sur-Py puis rejoint Livry



Le drapeau du 21^{ème} régiment de chasseurs tchécoslovaques et sa garde.

Retirée du front dans la nuit du 29 au 30 octobre elle est regroupée dans la région de Saint-Souplet-sur-Py puis rejoint Livry



Citation d'octobre 1918 du Général Gouraud à la brigade tchécoslovaque

« Ardents à l'attaque, acharnés dans la défensive, impassibles sous les feux d'artillerie les plus violents, ses régiments ont parfaitement rempli la mission qui leur avait été confiée et donné toute satisfaction aux chefs qui ont eu à les employer ».

Sur Vesle où elle apprend la signature de l'Armistice : dans ces combats la Brigade tchécoslovaque a perdu 27 officiers et 1157 hommes tués, blessés ou disparus. Pour sa belle conduite au feu elle est citée à l'ordre de la 4^{ème} Armée :

Renforcée du 23^{ème} RCT, la Brigade tchécoslovaque accède au niveau division et, via l'Italie et l'Autriche, regagne sa patrie d'origine, proclamée à PARIS dès le 14 octobre 1918 **République tchécoslovaque indépendante**. A Chestres (Ardennes), dans la nécropole nationale, sont inhumés 320 soldats des 21^{ème} et 22^{ème} RCT. Un monument commémoratif à la gloire de la Brigade tchécoslovaque a été érigé au carrefour des routes D977 et D14.

LES POLONAIS.

En 1914 les Polonais sont partagés entre la Russie d'une part et d'autre part entre l'Allemagne et l'Empire austro-hongrois : ils se retrouvent donc dans les deux camps de belligérants et leur avenir dépend de l'attitude qu'aura le futur vainqueur en faveur d'une reconnaissance d'autonomie à défaut d'indépendance. En France la population polonaise émigrée est nombreuse : ouvriers des mines dans le Nord, intellectuels, employés et commerçants à Paris.

Dès la première semaine d'août 1914 se crée un «Comité de volontaires polonais» qui a pour but de gérer l'afflux de centaines de patriotes désireux de s'engager à la Légion Etrangère. Ils sont dirigés sur les centres de Bayonne et de Paris à la Caserne de Reuilly. Devenus légionnaires ils forment la 2^{ème} compagnie du 3^{ème} bataillon du 2^{ème} régiment de Marche du 1^{er} Etranger ou sont intégrés au 3^{ème} bataillon du 3^{ème} régiment de marche du même 1^{er}. Ils seront engagés en Champagne, en Picardie et en Artois. C'est dans la Marne qu'est tué le porte-drapeau de la compagnie polonaise du 2^{ème} de Marche, le soldat Szuyski : il portait l'emblème rouge à aigle blanc qui avait été offert par les habitants de Bayonne. Le Comité polonais souhaiterait de la part de la France une reconnaissance manifeste de la spécificité de leur pays mais le gouvernement ne peut s'immiscer dans une affaire qui relève alors de la souveraineté russe sur les territoires concernés. Cependant deux événements vont modifier la situation : Le 5 novembre 1916 la promesse des Puissances Centrales de constituer au profit des Polonais un royaume héréditaire indépendant et le 15 mars 1917 la proclamation de l'abdication du tsar. L'évolution est rapide : par décret présidentiel du 4 juin 1917 une armée polonaise est créée. Entretien par la France, elle sera autonome avec ses cadres et emblèmes, uniformes et insignes mais placée sous commandement français.



Le drapeau polonais de 1918
(Dessin de Bombled).



Monument commémoratif au cimetière du
Bois du Puits à Aubérive (Marne).



Fantassins coiffés de leur shapska caractéristique.

Le 17 janvier 1918 le 1^{er} Régiment de chasseurs polonais (RCP) est créé et rejoint le Camp de Mailly pour suivre une instruction poussée. Il est passé en revue par le Général Franchet d'Espérey le 13 mai et est intégré à la 4^{ème} Armée et affecté alors à la 163^{ème} DI du Général Boichut qui tient le secteur de Prunay-Prosnes. **Il participe activement à la bataille défensive du 15 juillet 1918** qui mettra en échec l'offensive allemande dite «Friedensturm». D'autres unités continuaient d'être mises sur pied en vue de la constitution d'une 1^{ère} Division polonaise sous le commandement du général français Vidalon. Leurs drapeaux offerts par les villes de Paris, Nancy, Belfort et Verdun leur furent remis solennellement le 22 juin au *Camp de Mailly* par les présidents Poincaré et Dowski. Puis une 2^{ème} Division est constituée et forme avec la 1^{ère} une «Armée polonaise en France» comprenant 430 officiers et 17000 hommes dont le Général Haller, polonais, prend le commandement. Elle est mise en réserve dans la région de Nancy en vue de l'ultime offensive sur Metz, qui n'aura pas lieu, l'armistice étant survenu le 11 novembre. Le jour même était proclamée l'indépendance de la Pologne. L'Armée Haller encore renforcée regagnera sa patrie en avril 1919.

La nécropole nationale du Bois du Puits d'Aubérive comporte un cimetière militaire polonais où sont regroupés les corps de 129 soldats de la Grande Guerre et 256 du second conflit mondial. Un monument commémoratif y a été érigé.

Le Colonel (er) Norbert MERY

1914-1918 : LA VIE DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS

Nos précédents bulletins ont mis l'accent sur l'organisation des offensives, les nouvelles conceptions dans la conduite des combats, l'évolution des matériels, la participation des troupes étrangères. Le temps est venu d'évoquer la vie des civils, Français et Belges qui, pendant cinquante mois, dans les régions occupées, ont vécu au contact permanent de l'ennemi, souvent contraints et traumatisés, subissant, se taisant ou se révoltant parfois au péril de leur vie. Qu'ils soient associés, dans notre souvenir, aux millions de combattants terrés dans les tranchées.

Dès la fin 1914, les territoires occupés au nord-est du front stabilisé de la mer du nord à la Suisse et d'une largeur moyenne de vingt kilomètres, sont organisés dans un ensemble appelé « zone de l'étape » et gérés par l'armée allemande qui va y appliquer un régime « dur ». Pendant l'invasion, ces régions avaient déjà connu multiples destructions, incendies, pillages, viols et violences entraînant la fuite de populations qui avaient pu anticiper l'arrivée des envahisseurs. La vie de ceux qui sont restés n'a pas réellement été étudiée jusqu'à ces dernières années ; quelques données générales ne pourront donner ici qu'un éclairage partiel de ce vécu qui, dans la durée et selon les endroits, a connu des variations également liées au milieu rural ou urbain. Quelques exemples concerneront le département des Ardennes le seul entièrement occupé. Cependant, contraintes, obligations, interdictions et sanctions vont partout rythmer un quotidien bien difficile à supporter auquel s'ajouteront les déplacements forcés de populations, déplacements pénibles et éprouvants qui vont perdurer tout au long du conflit.

Au-delà de la volonté d'assurer sa sécurité par une surveillance sévère et continue des populations, l'occupant a trois préoccupations majeures qui ne feront que se renforcer dans la durée : **La nourriture, la recherche de main-d'œuvre et le maintien continu de l'effort de guerre.** Ces trois impératifs vont dicter la conduite de l'armée allemande qui, avec plus ou moins de sévérité, va appliquer les directives du Grand Quartier Général pour traiter ces questions, à savoir : se débarrasser des « bouches inutiles », réquisitionner les personnes valides et les mettre au travail forcé et aussi, confisquer et emporter tout ce qui peut servir à l'effort de guerre. Nous avons là les trois axes de l'action « sur le terrain » dont l'exécution est laissée aux « Kommandantur » et aux chefs locaux.

Se débarrasser des bouches inutiles...

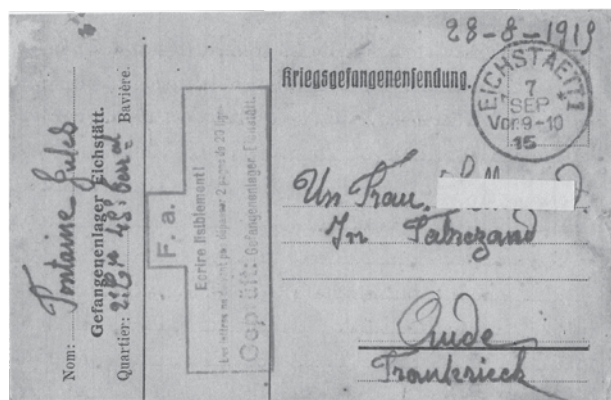
Dès le début de 1915 les « occupés » inaptes au travail : Enfants, vieillards, malades ou trop faibles considérés comme « bouches inutiles » sont envoyés en France non occupée. Dans des conditions plus que sommaires et pendant des mois, plus de 500.000 personnes sur un peu plus de deux millions d'habitants de la zone sous administration allemande, seront acheminées par trains au travers de la Belgique, l'Allemagne, la Suisse avec arrivée en Haute-Savoie : Le 14 janvier 1915 un premier convoi de 800 personnes arrive à Annemasse. D'autres s'arrêteront à Thonon mais c'est surtout Evian qui sera gare d'accueil (plus de 200.000 réfugiés en 1917). Aux escales, un peu de nourriture si possible, par exemple distribution d'un bol de soupe à Sedan qui est une gare de transit. Le ministère de l'intérieur français est chargé de gérer ces réfugiés qui vont

être répartis sur tout le territoire, surtout dans l'ouest et le sud

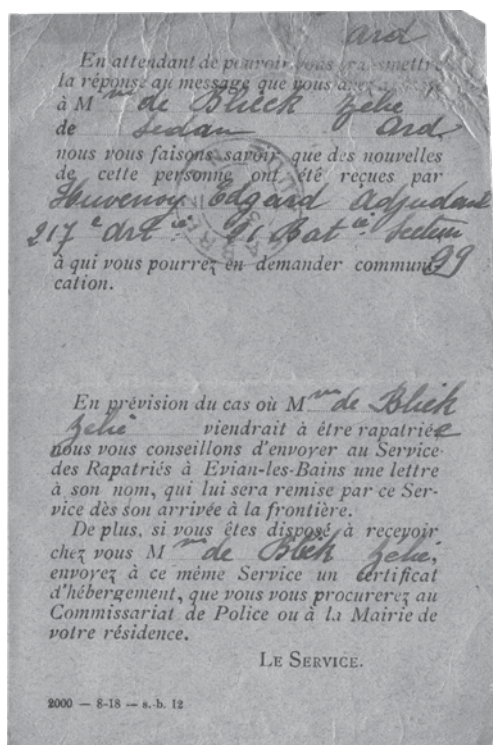
(beaucoup d'Ardennais dans l'Aude et l'Ardèche) où ils ne seront pas toujours bien accueillis et même parfois suspectés d'être des espions d'où l'appellation de « boches du nord » pour les désigner. Peu à peu, des associations locales, des comités humanitaires pourront leur apporter de l'aide et la Croix-Rouge contribuer à rétablir une communication épistolaire avec les membres des familles restés sur place malgré la censure et les restrictions du courrier. Ce n'est qu'en 1917 que des cartes pré-imprimées peuvent être postées (une tous les deux mois !). L'état finira par allouer une petite somme d'argent aux personnes sans ressources et aux femmes de mobilisés qui ont quitté la zone occupée. Pour ces départs forcés les habitants désignés ne disposaient que d'un court délai, pour prendre un petit bagage avant de laisser leurs biens. L'idée était que cet exode devait permettre la confiscation pour une future installation d'Allemands après l'issue victorieuse de la guerre.

Recherche de la main d'œuvre.

A ces déplacements vers la France, vont s'ajouter les nombreux transferts de civils envoyés comme otages dans des camps en Allemagne et ceci jusqu'en 1918 (beaucoup de notables du Nord surtout en 1916). Après un long et pénible voyage (parfois à pied) sans confort et souvent sans nourriture, ces détenus (pour des motifs souvent fallacieux) vont subir les privations, la faim, vivre l'absence de contacts avec leur famille et devront porter un numéro matricule



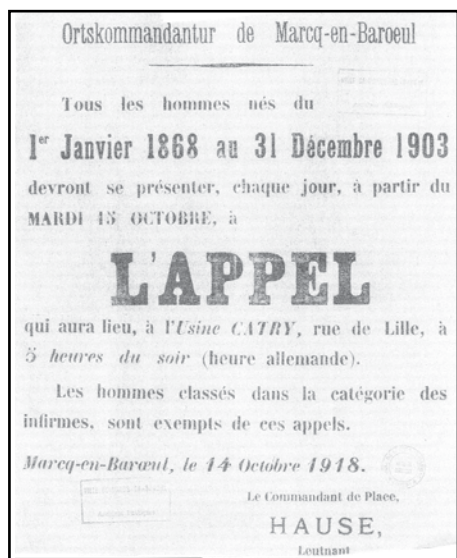
Carte venant du camp de Eichstätt adressée à une Ardennaise réfugiée dans l'Aude.



Exemple de correspondance avec les départements envahis

sur un brassard fixé à la manche gauche. Certains de ces otages seront libérés assez vite, d'autres soupçonnés de désobéissance iront rejoindre des soldats prisonniers dans d'autres camps situés en Allemagne : Rastatt, Duisbourg, Bayreuth ... Le plus connu est celui de Holzminden dans le Brunswick qui recevra de nombreux otages du Nord. D'autres lieux de détention furent établis dans les actuels Pays Baltes : Lettonie, Lituanie. Ces « déportations » visaient à impressionner les populations des territoires occupés et à empêcher toute désobéissance ou rébellion. Pour répondre au besoin de main-d'œuvre une deuxième série de violences va se développer.

A l'intérieur même des régions occupées, l'armée allemande va organiser des camps de travail, souvent temporaires, en déplaçant les civils, hommes et femmes aptes à travailler qui

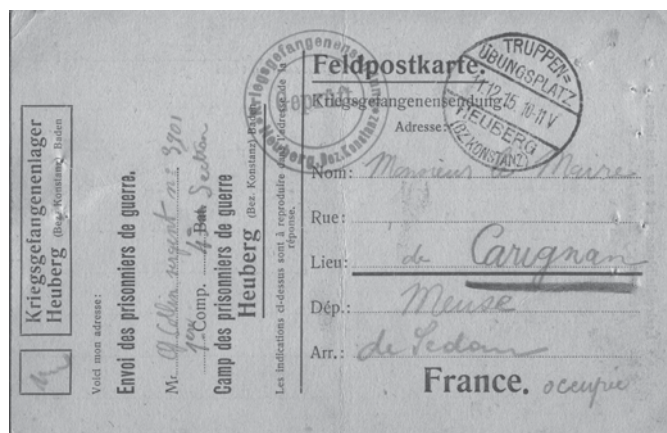


Jusqu'à la fin de la Guerre : recrutement de main-d'oeuvre

fortes têtes ou insoumis sont parfois rassemblés dans des bataillons disciplinaires : les Z.A.B. « Zivil Arbeiter Bataillon », mal nourris, travaillant jusqu'à 12 heures par jour, souvent à proximité du front, occupés à aménager des abris, installer des voies ferrées, réparer les routes détruites par les bombardements ou même à enterrer les soldats allemands. Le Grand Quartier Général allemand avait instauré ce travail obligatoire le 3 octobre 1916 avec une gradation des sanctions : amendes, prison et peine de mort dans les cas graves de rébellion. Cette réglementation méprise les droits des civils et rétablit une sorte d'esclavage. Aucune convention n'a prévu ces situations d'internés civils et de travailleurs forcés.

Maintien de l'effort de guerre.

La vie des populations qui sont restées dans les territoires occupés n'est pas facile dans la relation quotidienne avec un ennemi qui applique, plus ou moins durement, contraintes et sanctions avec parfois des élans de commisération utilisés aussi pour la propagande. En réalité, le territoire est considéré comme zone d'approvisionnement. Les réquisitions vont se développer, ordonnées par les « kommandantur », le soldat allemand ne devant « se servir » que pour sa consommation personnelle en denrées, linge, vaisselle et couchage. Le besoin premier est de se nourrir. Les zones cultivables ont été réduites, des fermes sont détruites, les rendements sont relativement faibles. Tout est surveillé, les récoltes en partie confisquées, les troupeaux réquisitionnés. Interdiction de posséder des pigeons, les volailles sont comptées, traites des vaches et ramassages des œufs contrôlés. Les garçons doivent s'activer aux cueillettes, à la récolte de légumes, choux, pommes de terre alors que les filles sont occupées au sarclage, nettoyages variés, mais ... attention, les glaneurs ou cueilleurs surpris peuvent être arrêtés et condamnés. Ces enfants, en zone rurale, réquisitionnés pour les travaux agricoles sont parfois peu scolarisés.



Correspondance d'un prisonnier du camp Heuberg au maire de Carignan.

iront s'ajouter aux prisonniers étrangers, soldats russes, roumains, anglais, mal traités, peu nourris, employés aux travaux les plus rudes souvent près du front. Par appel des hommes de 15 à 60 ans, puis des femmes, l'occupant va réquisitionner les valides comme « travailleurs forcés » qui, soumis à des appels journaliers, vont être utilisés sur place ou être rassemblés dans des camps de travail hors de leur lieu de résidence.

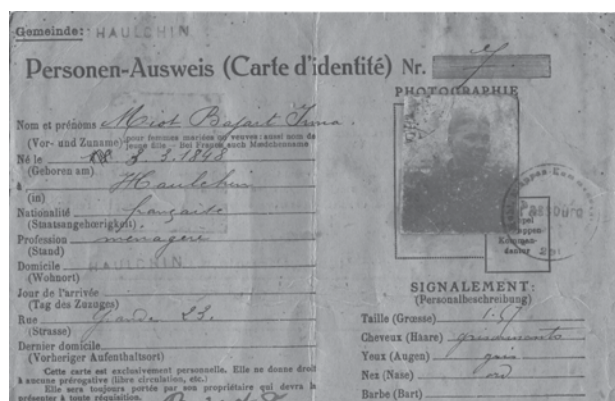
De nombreux habitants du Nord furent envoyés dans les Ardennes et en Champagne pour les travaux agricoles. Les femmes seront dans la couture : sacs à terre pour les tranchées ! ou les blanchisseries. Elles aideront aux moissons, s'activeront dans les cuisines, les boulangeries, (dans une vermicellerie à Sedan), certains de ces travaux seront en partie rémunérés. Les hommes seront affectés à des tâches plus pénibles, devront porter le brassard rouge, pourront être groupés en « kommandos » extérieurs et la moindre désobéissance conduit rapidement à la prison.

Dans les Ardennes, citons le camp de Signy-L'abbaye avec bûcheronnage et scieries, et celui de Sedan, ville devenue un vaste entrepôt militaire avec une prison redoutable et redoutée. Les travailleurs punis,



Ardennais déportés politiques en Allemagne

Les écoles servent bien souvent de cantonnements pour la troupe, de nombreux enseignants sont mobilisés et absents. Alors certaines personnes des villages accueillent les petits en âge scolaire et leur dispensent les bases : lire, écrire, compter, le tout parfois sous contrôle de l'occupant pour éviter « toute dérive patriotique ». Il est également interdit de quitter le lieu de résidence et à partir de 13 ans, un laissez-passer individuel (Ausweis) doit être présenté au moindre contrôle.



Au verso de cet Ausweis : une inscription en 2 langues :

- 1) Tous les habitants au-dessus de 12 ans, doivent toujours être porteur (sic) d'une carte d'identité. Toute personne rencontrée non muni (sic) de sa carte sera punie d'amende ou de prison.
- 2) La personne qui aurait perdu sa carte, doit la faire remplacer immédiatement en payant 1 mark.

Vivre à l'heure allemande...

La vie à l'heure allemande est rythmée par le couvre-feu, variable selon l'endroit et la saison (18 h. à 7 h.), les appels journaliers ou presque, l'interdiction de se rassembler au-delà de cinq personnes, même dans les cimetières ! Ne pas oublier les multiples réquisitions :

logements pour les Officiers, moyens de transport : voitures automobiles, charrettes, vélos et bien sûr les chevaux tandis qu'une taxe est appliquée aux propriétaires de chiens, si on ne la paie pas, le chien est abattu. A Sedan, Yves Congar (futur Cardinal) 11ans à l'époque écrit : « jour funèbre...on tue mon chien...15 mai 1915, jour mémorable où a eu lieu le martyre d'un héros mort pour la patrie... ». Autres épreuves : les perquisitions (parfois sur dénonciations de voisins) pour trouver des objets cachés que l'on ne doit plus posséder : armes, vélos, instruments de musique, appareils photo... Une certaine tolérance pour les photographes professionnels sous surveillance pour photos d'identité, en revanche, les militaires allemands vont prendre de nombreux clichés.

Selon l'origine de l'occupant, Allemands du nord, Prussiens en majorité luthériens, ou Bavarois et autres catholiques, la fréquentation des églises est diversement réglementée. Réquisitions pour offices réservés à l'armée, sonneries de cloches (avant que beaucoup ne soient récupérées) uniquement pour célébrer les victoires allemandes ou fêtes religieuses : Noël avec l'apparition des « sapins ». Fête obligatoire pour l'anniversaire de l'empereur Guillaume II le 27 janvier. Dans les villes, parades militaires et concerts mais aussi défilés de prisonniers français étroitement encadrés.

Pour maintenir une capacité opérationnelle, l'armée allemande va devoir compenser de plus en plus les effets du blocus économique instauré au début du conflit et visant à interrompre toute exportation vers l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Ce blocus renforcé en 1916 par une meilleure coordination interalliée va générer des pénuries importantes chez l'ennemi. En 1917, l'entrée en guerre des Etats-Unis va aggraver la situation de la population allemande. Alors le pillage des régions occupées va s'intensifier, il faut récupérer tout ce qui peut servir : les métaux (on fond les cloches, les grilles, des statues...) les cuirs et peaux, les huiles et matières grasses, le caoutchouc, le charbon et même les matelas pour la laine. Vers la fin de la guerre ce sera le démontage des usines (surtout dans le Nord et en Belgique) et leur transfert en Allemagne.



Enlèvement des cloches à Landrecies (Nord).

Du mépris des conventions...

Tous ces faits sont des violations de ce qui avait été convenu après les réunions de La Haye. En effet, en 1907, la deuxième conférence internationale réunit 44 états dans cette ville pour chercher à limiter les excès des conflits armés et respecter les droits des civils. La convention du 18 octobre 1909, dont une annexe traite des lois et coutumes de la guerre sur terre que les combattants doivent respecter en cas d'occupation, précise : « **aucun civil ne doit être employé pour l'effort de guerre contre sa propre patrie** ». Cette résolution est absolument ignorée, et l'occupant exerce un pouvoir absolu sur les populations dont les conditions de vie sont très éloignées du contenu des articles de la convention. **Article 46** : « **L'honneur et les droits de la famille, la vie des individus et la propriété privée, ainsi que les convictions religieuses et l'exercice des cultes, doivent être respectés. La propriété privée ne peut pas être confisquée.** » **Article 47** : « **Le pillage est formellement interdit** ». En ce qui concerne les détentions, des délégués de la Croix-Rouge visitent des camps (à Rastatt en 1916) avant une réunion qui se tient à Genève en septembre 1917. Dans les conclusions on peut lire : « **les civils sont privés de liberté et leur situation ne diffère guère de celle des prisonniers... nous demandons que leur sort, à certains égards plus cruel que celui des prisonniers militaires, soit envisagé sérieusement avant le quatrième hiver de la guerre** ». Le vécu de ces populations ne va pas s'améliorer et le bilan psychologique général est catastrophique.

Le gouvernement français, conscient de la gravité de la situation, va installer, en mars 1915 un Comité National de secours et d'alimentation pour le Nord. Il s'agit de pallier le manque de nourriture et d'éviter un début de famine. Les Allemands laissent passer l'aide alimentaire et dès avril 1915 les premières distributions sont organisées dans le Nord puis dans l'Aisne (au début chacun a droit à 250 gr. de pain trois fois par semaine à 0 fr.50 le kilo). L'ennemi économise ainsi des céréales de la zone occupée mais peut différer la distribution en cas d'incident.

Le 14 février 1916, Mr. Hoover, Président des Etats-Unis vient demander un complément de navires pour acheminer l'aide américaine par l'intermédiaire d'un comité hispano-américain. En 1917, après l'entrée en guerre des Etats-Unis, c'est un comité

hispano-hollandais qui prend le relais avec apport de farine, un peu de lard, des lentilles qui s'ajoutent au pain hebdomadaire de 5 livres.

Survivre...malgré tout.

Malgré ces soutiens, les traumatismes restent nombreux : manque de nouvelles des proches, familles éclatées ou détruites, vexations diverses et présence continue de l'ennemi. Les nombreux contacts avec l'occupant peuvent parfois devenir plus naturels, particulièrement dans les campagnes où la connaissance mutuelle et la proximité améliorent les relations. Des liaisons de meilleur voisinage voire amicales s'établissent et, aux plaintes des civils, le soldat allemand peut répondre « c'est la guerre qui est responsable, » ou même témoigner d'une certaine compassion car, lui aussi, a une famille en Allemagne et des camarades qui meurent au combat. Des relations amicales et amoureuses vont se créer avec des naissances relativement nombreuses qui resteront bien longtemps « secrets de famille ». De nombreuses personnes de ces territoires vont tenir des journaux intimes, ce qui était considéré comme un délit. Il faut se cacher de l'occupant pour noter les événements au jour le jour. Ces écrits sont aujourd'hui une très importante source d'informations avec des élans de révolte, de pitié, avec les évocations du fils, du frère, mobilisés dont on est sans nouvelles, sont-ils toujours en vie ? blessés ? prisonniers ? Il faut alors s'adresser à la Croix-Rouge ou consulter les listes de prisonniers dans des journaux allemands écrits en français comme « la Gazette des Ardennes ». Nos « Poilus » originaires de la zone occupée ne peuvent aller en permission dans les familles, ne reçoivent pas le moindre réconfort moral ou matériel, pas de courrier, pas de colis, d'où des deux côtés, une détresse affective d'autant plus que la censure, instaurée à la mobilisation, est renforcée en 1915. Ce déficit de communication et de contacts a donné l'idée à la Présidente des Familles Françaises et Alliées, Madame Esther Lemaire-Crémieux, de mettre en relation ces combattants avec des personnes volontaires qui, se substituant aux mères ou épouses, pourraient apporter aide et amitié. Dès janvier 1915 se met en place une véritable institution charitable à la fois morale et patriotique qui donnera naissance à « la marraine de guerre », parfois une parente d'un camarade de tranchée. Les candidates de tous les milieux et de tout le pays sont nombreuses mais les soldats, « filleuls potentiels » encore plus, au point que des journaux, revues, associations publient des annonces. De nombreux échanges auront plus tard des dénouements heureux. En revanche, des « marraines » peut-être trop « zélées » finiront par être surveillées et accusées d'espionnage, voire de prostitution. La prostitution et le risque des maladies sexuelles sont la hantise de l'occupant et les femmes seront soumises à des visites où leur intimité n'est pas toujours respectée.



Distribution du service de l'aide alimentaire du comité Hispano-Américain à Marcq-en-Barœul le 19/5/1916.

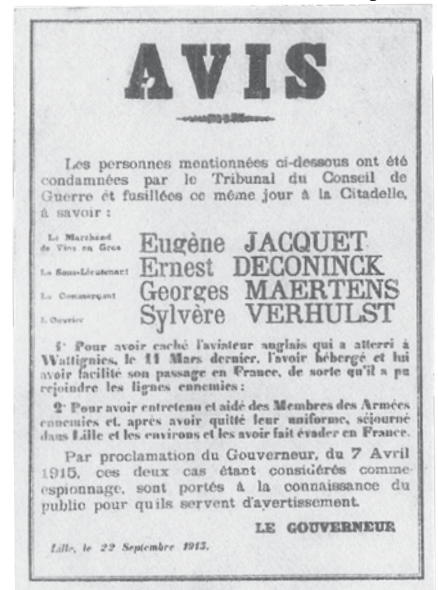
Bravant les contraintes, de nombreuses formes de résistance passive existent : en faire le moins possible, changer de trottoir pour ne pas saluer les Officiers, s'habiller en choisissant les couleurs du drapeau, marquer la fête nationale. A ce propos, Mme Clémence Leroy, institutrice, écrit en juillet 1916 ; « deux petites filles qui ont mis un ruban tricolore se le voient arracher par un Officier allemand. Celle de 4 ans : ma décoration ! Leur mère est appelée à la Kommandantur et est condamnée à 4 jours de prison ou 20 Fr. d'amende ». Les Maires, anciens ou nommés par les Allemands ont un rôle délicat, il leur faut réquisitionner, distribuer les aides, choisir ou exempter pour le travail, savoir traiter avec l'ennemi et ne pas abuser de leur pouvoir.

Méconnus, ignorés, méritant plus ample développement, comportements et actions de résistants dans ces territoires se doivent d'être évoqués ici, mais trop rapidement. Sans faire œuvre d'historien, souvenons-nous que plus de 200 personnes ont été déportées, 225 agents Belges et Français exécutés, comme la résistante Edith Cavell fusillée à Bruxelles le 20 octobre 1915, les quatre Lillois le 22 septembre de la même année, M. Trulin, ressortissant belge, et Louise de Bettignies morte en captivité, et malheureusement bien d'autres.

Soulever le voile !

Le voile de l'oubli est tombé sur ces faits tout comme sur le sauvetage de nombreux soldats et aviateurs alliés guidés vers les Pays-Bas alors que depuis 1915 une barrière électrifiée était édiflée entre ce pays et la Belgique. Qui sait encore cela aujourd'hui ? Pratiques et actions, vécu difficile en territoire occupé, traumatismes multiples évoqués ici, mais souvent tus par ceux qui ont subi ces épreuves, vont resurgir pendant la seconde guerre mondiale qui mobilisera mieux la mémoire collective. Pour ne pas oublier, le « Rallye de la Flamme » va permettre d'honorer les sacrifices de ces populations et de faire mentir cette affirmation : « *On ne commémore que les héros, jamais les souffrances* ».

Le Colonel (H) Daniel DATH



Avis de condamnation à mort

QUELQUES ASPECTS DE L'OCCUPATION



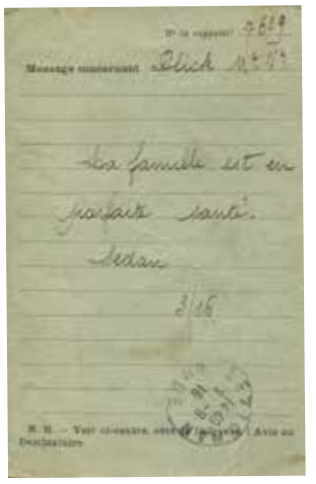
Correspondance d'un soldat prisonnier



Requisition...!



Carte d'une marraine de guerre



Correspondance avec les territoires occupés



En hachuré l'occupation allemande



Humour...



Personne originaire de GRANDPRÉ

(Communiqué par M. LESJEAN)

4 aspects de la vie à Flouzon

(don de M. LECUIVRE)



Documents réunis par le colonel DATH